ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Education nationale (F),le 4 mai 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'organisation des Conseils Supérieurs et du Conseil Permanent de l'enseignement supérieur ayant le français pour langue d'enseignement, et organisant leur fonctionnement", a donné le 9 mai 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e mei 1984 door de Minister van Onderwijs (F) verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de organisatie van de Hoge Raden en van de Vaste Raad voor het hoger onderwijs met het frans als onderwijstaal, en tot regeling van hun werking", heeft de 9e mei 1984 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat a dû se borner à formuler les observations qui suivent.

PREAMBULE.

L'alinéa ler doit être supprimé pour les raisons indiquées lors de l'examen de l'article 27 du projet, sous la réserve qui y est indiquée.

L'alinéa 2 (devenant l'alinéa ler) devrait être rédigé de la manière suivante :

"Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment l'article 6, modifié par la loi du 27 juillet 1971, et l'article 7;".

Les deux lois du 18 février 1977 visées aux alinéas 3 et 4 ne sont pas le fondement légal de l'arrêté en projet; leur visa peut être omis.

Les textes visés aux alinéas 5 et 6 ne constituent pas des fondements légaux de l'arrêté en projet et leur visa ne semble pas utile à sa compréhension. Les alinéas 5 et 6 peuvent, dès lors, être omis.

L'avis de l'Exécutif, visé à l'alinéa 7, n'est requis par aucun texte. Ce visa doit être omis.

Le projet étant soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, les alinéas 8 et 9 doivent être remplacés par la mention : "Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Conformément à l'usage, il y aurait lieu de remplacer les chiffres "1., 2., 3. ..." par les chiffres "1°, 2°, 3° ...".

Dans certaines dispositions du projet où les lettres "a), b), c) ..." ont été employées, il convient également de mentionner les chiffres "1°, 2°, 3° ...".

Cette observation vaut pour l' article 2, §§ 1er, 2, 3 et 4, et pour les articles 6, 8 et 13.

Dans le texte néerlandais de la phrase introductive de l'article, il y a lieu d'écrire "worden opgericht" au lieu de "wordt opgericht".

Article 2.

Au paragraphe 1er :

Parmi les vingt membres des conseils figurent notamment, au d), "trois membres représentant chacun une des organisations syndicales reconnues par la loi du 19 décembre 1974 ...".

Cette loi du 19 décembre 1974 ne reconnaît pas d'organisation syndicale. Elle fixe seulement les conditions auxquelles des organisations syndicales doivent répondre pour être considérées comme représentatives, et encore ces conditions sont-elles différentes selon les comités syndicaux dont il s'agit. Actuellement trois organisations répondent à ces conditions, mais ce

nombre n'est pas fixé par la loi, et il pourrait être différent.

La littera d), devenant le 4°, doit de toute façon être remanié de manière à renvoyer aux organisations syndicales "considérées comme représentatives en application de l'article ... (7 ou 8, selon ce que décidera le Gouvernement) de la loi du 19 décembre 1974 ...". Il doit en outre, soit maintenir à trois le nombre des membres représentant les syndicats et préciser comment sont choisis les syndicats dont les représentants siègent aux conseils supérieurs, soit, ce qui respecterait mieux l'égalité des différents syndicats qui pourront être reconnus, ne pas limiter le nombre de représentants des syndicats, et faire siéger aux conseils supérieurs un délégué de chacune des organisations reconnues. En ce cas, le nombre total de membres ne pourrait être fixé, et le mot "vingt" devrait être omis dans le membre de phrase introductif.

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Les conseils supérieurs mentionnés à l'article 1er, 1°, 2°, 3°, 4° et 5° sont composés chacun d'un président, d'un vice-président et de membres effectifs qui se répartissent comme suit :

1° six membres représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement concerné;

2° six membres représentant le personnel directeur et enseignant de cet enseignement;

3° deux membres représentant les étudiants de cet enseignement;

4° ... voir l'observation ci-dessus ...;

.../...

5° trois membres représentant les milieux économiques et sociaux concernés par cet enseignement, ou d'autres milieux particulièrement intéressés.

Chaque membre effectif a un suppléant".

Les paragraphes 2 et 3 devraient être rédigés sur le modèle du paragraphe 1er.

Au paragraphe 3 :

La division du conseil de l'enseignement supérieur artistique en deux "chambres" fait suite, selon le délégué du Ministre, à une proposition de ce conseil.

Afin de respecter la terminologie de l'article 6, § 3, alinéa 2, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, et de respecter la formalité qui est prévue par cette disposition, il conviendrait d'appeler "sections" les "chambres", et de viser la proposition du conseil supérieur de l'enseignement artistique au préambule.

Au paragraphe 4 :

Les mots "la qualité signalée" devraient être remplacés par les mots "la qualité correspondante".

Dans le texte néerlandais, le mot "waarvan" devrait être remplacé par le mot "bedoeld" et le mot "aan" par le mot "op".

Article 3.

Au paragraphe 1er :

La fin de ce paragraphe serait plus simplement écrite comme suit : " ... aux réunions des conseils visés à l'article 1er".

La compétence attribuée au Ministre de la Communauté française étant consultative, elle n'appelle pas d'objection. Il serait toutefois plus conforme à la terminologie de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles d'employer l'expression "le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'enseignement dans ses attributions".

Au paragraphe 2 :

L'expression " ... Conseils supérieurs 1, 2, 3, 4 et 5 repris à l'article 1er" doit être remplacée par les mots " ... conseils supérieurs mentionnés à l'article 1er, 1°, 2°, 3°, 4° et 5°"

Cette observation vaut également pour les articles 5, 6, 9, 15, 16, 17, 22 et 26.

+

Aux paragraphes 2, 3 et 4, les mentions relatives aux secrétaires des conseils font double emploi avec l'article 20, lequel pourrait être modifié de manière à écarter toute hésitation quant au droit des secrétaires d'assister aux réunions des conseils.

.../...

Article 4.

Il faut préciser si les personnes mentionnées à l'article 4 ont voix consultative ou délibérative.

De l'accord du délégué du Ministre, il faut écrire, au début de l'article :

"Participent avec voix consultative aux réunions :".

Article 5.

Les trois premiers paragraphes prévoient des nominations faites par le Roi, sur proposition du Ministre de l'Education nationale, après présentation par le Ministre de la Communauté française.

Ces dispositions donnent à un membre de l'Exécutif de la Communauté française le pouvoir de restreindre le choix du Roi et du ministre responsable. L'indépendance réciproque des autorités de l'Etat et de la Communauté s'oppose à l'institution d'un tel mode de décision.

Les dispositions relatives aux présentations par le Ministre de la Communauté française pourraient, si le Gouvernement l'estime opportun, être remplacées par des dispositions prévoyant la consultation de ce Ministre. En ce cas, il va de soi que si celui-ci s'abstenait de donner un avis, l'autorité nationale ne serait pas empêchée de prendre sa décision. La même observation vaut pour l'article 9.

.../...

Au paragraphe 3, alinéa 2, les mots "une double liste" doivent être remplacés par les mots "une liste double". La même observation vaut pour l'article 9, § 5.

Le texte néerlandais du même alinéa 2 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Au début du paragraphe 5, le mot "précités" doit être remplacé par le mot "cités".

Article 6.

Au paragraphe 2 :

Il conviendrait de préciser, aux deux premiers tirets, si c'est le président ou si c'est le conseil qui choisit le membre effectif du conseil qui fera partie du bureau.

Par souci de clarté, la rédaction suivante est proposée au troisième tiret :

"de deux membres effectifs du conseil, choisis parmi les représentants des pouvoirs organisateurs ou du personnel directeur et enseignant".

Au paragraphe 3 :

Le premier membre de phrase devrait être rédigé comme suit :

"Assistent, avec voix consultative, aux séances du bureau :".

Article 8.

De l'accord du délégué du Ministre, il est suggéré de rédiger l'article de la manière suivante :

"Article 8.-

Le conseil permanent créé par l'article 7 de la loi du 7 juillet 1970 se compose d'un président, d'un vice-président et de vingt membres effectifs qui se répartissent comme suit :

1° six membres représentant la commission permanente des grades académiques et des examens universitaires;

2° le président et le vice-président de chacun des sept conseils supérieurs de l'enseignement supérieur.

Les six membres effectifs visés à l'alinéa 1er, 1°, ont un suppléant. Les quatorze membres effectifs visés à l'alinéa 1er, 2°, ont pour suppléants deux membres effectifs du conseil supérieur dont ils font partie".

Article 9.

Au début du paragraphe 3, il faut écrire : "Les membres effectifs visés à l'article 8, 1°, et leurs suppléants...".

Le paragraphe 4 devrait débuter par les mots : "Les membres suppléants des membres effectifs visés à l'article 8, 2°, ...".

.../...

Article 10.

Le secrétaire doit être omis de la liste des personnes qui assistent aux réunions du conseil permanent, quitte à ce que sa présence soit mentionnée à l'article 19.

Article 11.

Au paragraphe 2, troisième et quatrième tirets, il conviendrait d'écrire :

"-deux des membres visés à l'article 8, 1°;
-deux des membres visés à l'article 8, 2°, ...".

Article 13.

La portée exacte du terme "équilibre" est imprécise. Or la réalisation de l'équilibre est une condition de validité des avis émis. Mieux vaudrait recourir à la notion de "parité", comme du reste le suppose nécessairement le texte de l'article 16.

L' "équilibre" visé au a, devenant le 1°, s'applique aux représentants des pouvoirs organisateurs et aux représentants du personnel directeur et enseignant.

L' "équilibre" visé au b, devenant le 2°, s'applique aux trois autres catégories de membres des conseils. Pour certaines de ces catégories, par exemple les représentants des milieux économiques et sociaux, les membres peuvent ne pas avoir d'option déterminée du point de vue confessionnel et ne pas entrer en ligne de compte pour le dénombrement des tenants des deux grandes tendances idéologiques.

.../...

Article 15.

Pour la raison indiquée à propos du pouvoir de présentation confié au Ministre de l'Enseignement de la Communauté française par l'article 5, § 1er, on ne peut reconnaître à ce Ministre le pouvoir d'imposer au Ministre de l'Education nationale l'obligation d'inscrire une question à l'ordre du jour "de la plus prochaine réunion du Conseil permanent".

En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article, les conseils étant institués auprès des Ministres nationaux de l'Education nationale, le membre de l'Exécutif de la Communauté ne peut imposer de les convoquer.

Le signe "§ 3" devrait être supprimé, la disposition formant manifestement l'alinéa 2 du paragraphe 2.

Article 16.

Au paragraphe 2, alinéa 1er :

La "majorité simple" est la majorité non autrement qualifiée. Le mot "simple" doit être omis.

Au paragraphe 2, alinéa 2 :

Etant institués auprès du ministère national, les conseils ne peuvent remettre leurs avis qu'à une autorité nationale; rien ne s'oppose à ce que ces avis soient également communiqués à d'autres autorités, telles que le membre de l'Exécutif de la Communauté.

.../...

Au_paragraphe 3 :

Pour répondre à l'observation faite à l'article 13, ce paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Le conseil permanent, les conseils supérieurs et chaque section du conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique, ne peuvent émettre un avis valable que lorsque au moins deux tiers des membres ayant voix délibérative sont présents et à la condition que les parités prévues à l'article 13 soient respectées.

Si le quorum requis n'est pas atteint, un avis valable peut être émis, sur nouvelle convocation des membres, à propos des points figurant à l'ordre du jour de la réunion précédente, quel que soit le nombre des membres présents, mais à la condition que les parités précitées soient respectées.

Les parités sont réalisées par l'élimination au tirage au sort des membres en surnombre dans le groupe majoritaire".

Article 17.

Au_paragraphe 2 :

En la matière dont il s'agit ici, aucune disposition de la Constitution ni de la loi spéciale n'autorise une autorité nationale et une autorité de la Communauté à prendre conjointement une décision.

.../...

Le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française ne peut, dès lors, être coauteur des règlements visés au paragraphe.

La même observation vaut pour l'article 26, alinéa 2.

Article 19.

De l'accord du délégué du Ministre, cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 19.-
Le secrétariat du conseil permanent et du bureau de ce conseil est assuré par un secrétaire qui assiste aux réunions avec voix consultative".

Article 20.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit, sur le modèle de l'article 19 :

"Le secrétariat des conseils supérieurs et des bureaux de ces conseils est assuré par un secrétaire qui assiste aux réunions avec voix consultative".

Article 22.

Au deuxième tiret, pour la raison déjà indiquée à propos de l'article 5, le terme "concertation" ne peut s'entendre que comme désignant un avis donné par le membre de l'Exécutif de la Communauté, avis qui ne lie pas et dont le défaut ne paralyse pas l'exercice du pouvoir du Roi.

Le texte figurant au troisième tiret devrait être placé dans le membre de phrase introductif sous la forme suivante :

"Les secrétaires des conseils sont nommés par Nous parmi les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement supérieur en fonction ou mis en disponibilité par défaut d'emploi à l'exclusion de l'enseignement universitaire, ou exceptionnellement, parmi les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire, en fonction ou mis en disponibilité par défaut d'emploi :".

Article 23.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 23.-

Le secrétaire du conseil permanent et les secrétaires des conseils supérieurs forment un collège chargé de l'étude des questions soumises aux divers conseils".

Article 27.

L'article reproduit exactement l'article 28 de l'arrêté royal du 23 août 1976 créant les Conseils supérieurs et les Conseil permanents de l'enseignement supérieur et organisant leur fonctionnement.

.../...

L'article 27 du projet est, par conséquent, sans objet juridique.

Toutefois, l'article 28 de l'arrêté royal précité du 23 août 1976 déchargeait de leur mission, en ce qui concerne l'enseignement supérieur uniquement, les conseils de perfectionnement de l'enseignement artistique. Ces conseils ont été créés par l'article 17 de la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique. Cet article 17 n'a pas été abrogé ni expressément modifié.

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat ne peut pas vérifier si cet article 17 n'a pas été implicitement modifié par d'autres lois.

Article 28.

Le paragraphe ler devant en devenir l'unique alinéa, l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 28.-

L'arrêté royal du 23 août 1976 créant les Conseils supérieurs et les Conseils permanents de l'enseignement supérieur et organisant leur fonctionnement est, à l'exception de son article 19, abrogé pour ce qui est de l'enseignement supérieur de langue française".

De l'accord du délégué du ministre, le paragraphe 2, qui est une disposition transitoire, doit faire l'objet d'un article distinct qui pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 29.-

Les présidents, vice-présidents, membres et secrétaires des conseils supérieurs et du conseil permanent, nommés en application de l'arrêté royal du 23 août 1976 créant les Conseils supérieurs et les Conseils permanents de l'enseignement et organisant leur fonctionnement, restent en fonction jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été nommés".

Articles 29 et 30.

Ces articles deviendraient respectivement les articles 30 et 31.

In het korte tijdsbestek waarover hij beschikte, heeft de Raad van State zich moeten beperken tot het maken van de volgende opmerkingen.

AANHEF.

Het eerste lid moet vervallen om de redenen die zijn vermeld bij het onderzoek van artikel 27 van het ontwerp, met het aldaar aangegeven voorbehoud.

Het tweede lid, dat het eerste lid wordt, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971, en op artikel 7;".

De twee wetten van 18 februari 1977 waarnaar in het derde en vierde lid wordt verwezen, zijn niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit; de verwijzing ernaar kan vervallen.

De in het vijfde en zesde lid bedoelde teksten leveren geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en de verwijzing ernaar lijkt niet dienstig voor een goed begrip ervan. Het vijfde en zesde lid kunnen derhalve vervallen.

Het in het zevende lid bedoelde advies van de Executieve werdt door geen enkele tekst vereist. Die verwijzing moet vervallen.

Aangezien het ontwerp voor advies is voorgelegd aan de Raad van State, afdeling wetgeving, moeten het achtste en negende lid vervangen worden door de vermelding : "Gelet op het advies van de Raad van State;".

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Zoals gebruikelijk is, vervange men de cijfers "1, 2, 3 ..." door de cijfers "1°, 2°, 3° ... ".

In sommige bepalingen van het ontwerp waar de letters "a), b), c) ..." gebruikt zijn, behoort eveneens met de cijfers "1°, 2°, 3° ..." te worden gewerkt.

Die opmerking geldt voor artikel 2, §§ 1, 2, 3 en 4, en voor de artikelen 6, 8 en 13.

In de Nederlandse tekst van de volzin die het artikel inleidt moet worden gelezen "worden opgericht" in plaats van "wordt opgericht".

Artikel 2.

Ten aanzien van paragraaf 1 :

Onder de twintig leden van de raden zijn, met name in d), vermeld : "drie leden die elk één van de vakverenigingen vertegenwoordigen welke erkend zijn door de wet van 19 december 1974 ...".

Die wet van 19 december 1974 erkent geen vakorganisaties. Zij stelt alleen de voorwaarden vast waaraan vakorganisaties moeten voldoen om als representatief te worden beschouwd, en bovendien verschillen die voorwaarden naar gelang van de syndicale comités waar het om gaat. Thans voldoen drie organisaties aan die voorwaarden, maar dit aantal is niet door de wet vastgesteld en het zou anders kunnen zijn.

De tekst onder d), die 4° wordt, moet in ieder geval zo worden herwerkt dat hij verwijst naar vakorganisaties "die als representatief worden beschouwd overeenkomstig artikel ... (7 of 8, naar gelang van de beslissing van de Regering) van de wet van 19 december 1974 ...". Bovendien moet de tekst ofwel het aantal leden die de vakbonden vertegenwoordigen, handhaven op drie en nader bepalen hoe de vakbonden worden gekozen wier vertegenwoordigers zitting hebben in de hoge raden, ofwel het aantal vertegenwoordigers van de vakbonden niet beperken en één afgevaardigde van elk van de erkende vakorganisaties zitting doen hebben in de hoge raden; die laatste regeling zou de gelijkheid tussen de voor erkenning in aanmerking komende vakbonden beter in acht nemen. In dat geval zou het totaal aantal leden niet mogen worden bepaald en zou het woord "twintig" in de inleidende volzin moeten vervallen.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De in artikel 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 5° vermelde hoge raden bestaan elk uit een voorzitter, een ondervoorzitter en werkende leden die als volgt verdeeld zijn :

1° zes leden die de inrichtende machten van het betrokken onderwijs vertegenwoordigen;

2° zes leden die het bestuurs- en onderwijzend personeel van dat onderwijs vertegenwoordigen;

3° twee leden die de studenten van dat onderwijs vertegenwoordigen;

4° ... zie bovenstaande opmerking ... ;

5° drie leden die de economische en sociale milieus welke bij dat onderwijs betrokken zijn of andere bijzonder geïnteresseerde milieus vertegenwoordigen.

Elk werkend lid heeft een plaatsvervanger".

De paragrafen 2 en 3 zouden moeten worden geredigeerd naar het model van paragraaf 1.

Ten aanzien van paragraaf 3 :

Met de indeling van de raad voor het artistiek hoger onderwijs in twee "kamers" wordt, volgens de gemachtigde van de Minister, ingespeeld op een voorstel van die raad.

Ter inachtneming van de terminologie van artikel 6, § 3, tweede lid, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs en van het door die bepaling voorgeschreven vormvereiste zouden de "kamers" "afdelingen" moeten worden genoemd en zou in de aanhef moeten worden verwezen naar het voorstel van de hoge raad voor het artistiek onderwijs.

Ten aanzien van paragraaf 4 :

De woorden "de vermelde hoedanigheid" zouden moeten worden vervangen door de woorden "de overeenkomstige hoedanigheid".

In de Nederlandse tekst vervange men het woord "waarvan" door het woord "bedoeld" en het woord "aan" door het woord "op".

Artikel 3.

Ten aanzien van paragraaf 1 :

Het slot van die paragraaf zou eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd : "... wonen de vergaderingen van de in artikel 1 bedoelde raden bij met raadgevende stem".

Aangezien de aan de Minister van de Franse Gemeenschap toegekende bevoegdheid van adviserende aard is, is daartegen niets in te brengen. Het zou evenwel meer in overeenstemming zijn met de terminologie van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen als gewerkt werd met de uitdrukking : "het lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort".

Ten aanzien van paragraaf 2 :

De woorden "... de Hoge Raden 1, 2, 3, 4 en 5 vermeld in artikel 1" moeten worden vervangen door de woorden "... de hoge raden, vermeld in artikel 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 5°".

Die opmerking geldt eveneens voor de artikelen 5, 6, 9, 15, 16, 17, 22 en 26.

+

In de paragrafen 2, 3 en 4 vormen de vermeldingen betreffende de secretarissen van de raden een doublure met artikel 20, hetwelk in die zin zou kunnen worden gewijzigd dat iedere twijfel omtrent het recht van de secretarissen om de vergaderingen van de raden bij te wonen vervalt.

Artikel 4.

Er dient nader te worden bepaald of de in artikel 4 vermelde personen raadgevende stem hebben dan wel stemgerechtigd zijn.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het begin van het artikel als volgt moet luiden :

"Met raadgevende stem nemen aan de vergaderingen deel : ".

Artikel 5.

De eerste drie paragrafen handelen over benoemingen die door de Koning worden gedaan op voorstel van de Minister van Nationale Opvoeding na voordracht door de Minister van de Franse Gemeenschap.

Die bepalingen verlenen aan een lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve de macht om de keuze van de Koning en van de verantwoordelijke minister te beperken. De wederzijdse onafhankelijkheid van de overheden van de Staat en van de Gemeenschap verzet zich tegen het instellen van een dergelijke wijze van besluitvorming.

Indien de Regering dit wenselijk acht, zouden de bepalingen die voorzien in voordrachten vanwege de Minister van de Franse Gemeenschap vervangen kunnen worden door bepalingen die voorzien in de raadpleging van die Minister. In dat geval spreekt het vanzelf dat indien deze geen advies zou uitbrengen, de nationale overheid daardoor niet verhinderd zou worden om haar beslissing te nemen. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9.

In de Franse tekst van paragraaf 3, tweede lid, moeten de woorden "une double liste" vervangen worden door de woorden "une liste double". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9, § 5.

De Nederlandse tekst van hetzelfde tweede lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De kandidaturen voor elk van de mandaten van werkend of plaatsvervangend lid worden voorgedragen op een dubbeltal, opgemaakt door elk van de betrokken groepen".

Het begin van paragraaf 5 zou beter als volgt luiden : "De vertegenwoordigers van de in artikel 4 genoemde Ministeries worden, ... ".

Artikel 6.

Ten aanzien van paragraaf 2 :

Bij de eerste twee streepjes zou moeten worden verduidelijkt of het de voorzitter dan wel de raad is die het werkend lid van de Raad kiest dat tot het bureau zal behoren.

Ter wille van de duidelijkheid wordt voor het derde streepje de volgende redactie voorgesteld :

"twee werkende leden van de raad, gekozen uit de vertegenwoordigers van de inrichtende machten of van het bestuurs- en onderwijzend personeel".

Ten aanzien van paragraaf 3 :

Het eerste zinsdeel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Met raadgevende stem wonen de vergaderingen van het bureau bij :".

Artikel 8.

Met instemming van de gemachtigde van de Minister, wordt in overweging gegeven het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 8.-

De vaste raad, opgericht bij artikel 7 van de wet van 7 juli 1970, bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter en twintig werkende leden, die als volgt verdeeld zijn :

1° zes leden, die vertegenwoordigers zijn van de vaste commissie voor de academische graden en universitaire examens;

2° de voorzitter en de ondervoorzitter van elk van de zeven hoge raden voor het hoger onderwijs.

De zes werkende leden, bedoeld in het eerste lid, 1°, hebben een plaatsvervanger. De veertien werkende leden, bedoeld in het eerste lid, 2°, hebben als plaatsvervangers, twee werkende leden van de hoge raad waartoe zij behoren".

Artikel 9.

Vooraan in paragraaf 3 schrijve men : "De werkende leden, bedoeld in artikel 8, 1°, en hun plaatsvervangers ... ".

Paragraaf 4 zou moeten beginnen met de woorden : "De plaatsvervangers van de in artikel 8, 2°, bedoelde werkende leden ... ".

Artikel 10.

De secretaris moet niet voorkomen op de lijst van de personen die de vergaderingen van de vaste raad bijwonen, als van zijn aanwezigheid melding wordt gemaakt in artikel 19.

.../...

Artikel 11.

In paragraaf 2, derde en vierde streepje, schrijve men :

"- twee van de in artikel 8, 1°, bedoelde leden;
- twee van de in artikel 8, 2°, bedoelde leden, ... ".

Artikel 13.

Het is niet duidelijk welke de juiste draagwijdte is van de term "evenwicht". De verwezenlijking van het evenwicht is evenwel voorwaarde voor de geldigheid van de uitgebrachte adviezen. Men gebruike derhalve liever het begrip "pariteit", zoals de tekst van artikel 16 overigens doet veronderstellen.

Het in a, dat 1° wordt, bedoelde "evenwicht" geldt voor de vertegenwoordigers van de inrichtende machten en de vertegenwoordigers van het bestuurs- en onderwijzend personeel.

Het in b, dat 2° wordt, bedoelde "evenwicht" geldt voor de drie andere categorieën van leden van de raden. Wat sommige van die categorieën, bijvoorbeeld de vertegenwoordigers van de sociale en economische milieus betreft, kan het zijn dat de leden geen bepaalde voorkeur hebben uit confessioneel oogpunt en niet in aanmerking komen voor het bepalen van het aantal aanhangers van de twee grote ideologische strekkingen.

.../...

Artikel 15.

Om de reden die is opgegeven in verband met de voordrachtbevoegdheid die door artikel 5, § 1, aan de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap is opgedragen, kan aan die Minister niet de bevoegdheid worden toegekend om aan de Minister van Nationale Opvoeding de verplichting op te leggen een bepaald punt in te schrijven op de agenda "van de eerstvolgende vergadering van de Vaste Raad".

Wat betreft paragraaf 2 van het artikel, dient te worden opgemerkt dat aangezien de raden opgericht zijn bij de nationale Ministers van Nationale Opvoeding, het lid van de Gemeenschapsexecutieve niet de verplichting kan opleggen om ze bijeen te roepen.

Het teken "§ 3" zou moeten worden geschrapt, aangezien de bewuste bepaling kennelijk het tweede lid van paragraaf 2 vormt.

Artikel 16.

Ten aanzien van paragraaf 2, eerste lid :

De "eenvoudige meerderheid" is de meerderheid die niet op een andere wijze wordt gekwalificeerd. Het woord "eenvoudige" dient te vervallen.

Ten aanzien van paragraaf 2, tweede lid :

Aangezien de raden opgericht zijn bij het nationaal ministerie, mogen ze hun adviezen alleen maar aan een nationale overheid doen toekomen; niets belet dat die ad-

.../...

viezen eveneens worden medegedeeld aan andere overheden, bijvoorbeeld aan het lid van de Gemeenschapsexecutieve.

Ten aanzien van paragraaf 3 :

Om te voldoen aan de opmerking die bij artikel 13 is gemaakt, zou die paragraaf beter als volgt worden gerediGeerd :

"§ 3. De vaste raad, de hoge raden en elke afdeling van de hoge raad voor het artistiek hoger onderwijs kunnen slechts een geldig advies uitbrengen als ten minste tweederde van de stemgerechtigde leden aanwezig is en op voorwaarde dat de in artikel 13 bepaalde pariteiten in acht worden genomen.

Indien het quorum niet wordt bereikt, kan na een nieuwe bijeenroeping van de leden een geldig advies worden uitgebracht over de punten die voorkwamen op de agenda van de vorige vergadering, ongeacht het aantal aanwezige leden, maar op voorwaarde dat de eerdervermelde pariteiten in acht worden genomen.

De pariteiten worden bereikt door de leden die in de meerderheidsgroep in overtal zijn bij loting uit te sluiten".

Artikel 17.

Ten aanzien van paragraaf 2 :

Voor de hier bedoelde aangelegenheid staat geen enkele bepaling van de Grondwet of van de bijzondere wet een nationale overheid en een Gemeenschapsoverheid toe samen een beslissing te nemen.

.../...

De Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap kan derhalve de in de paragraaf bedoelde reglementen niet mede vaststellen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 26, tweede lid.

Artikel 19.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat dit artikel beter als volgt zou worden gelezen :

"Artikel 19.-
Het secretariaat van de vaste raad en van het bureau van die raad wordt waargenomen door een secretaris die de vergaderingen bijwoont met raadgevende stem".

Artikel 20.

Het eerste lid zou, naar het model van artikel 19, beter als volgt worden geredigeerd :

"Het secretariaat van de hoge raden en van de bureaus van die raden wordt waargenomen door een secretaris die de vergaderingen bijwoont met raadgevende stem".

Artikel 22.

Na het tweede streepje kan de term "overleg", om de reden die reeds is opgegeven naar aanleiding van het onderzoek van artikel 5, slechts worden verstaan als doelend op een door het lid van de Gemeenschapsexecutieve gegeven

advies, welk advies niet verbindend is; het ontbreken van dat advies verhindert niet dat de Koning zijn bevoegdheid kan uitoefenen.

De tekst die na het derde streepje staat zou in het inleidend zinsdeel moeten worden opgenomen als volgt :

"De secretarissen van de raden worden door Ons benoemd uit de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het hoger onderwijs in functie of in disponibiliteit gesteld wegens ontstentenis van betrekking, met uitsluiting van het universitair onderwijs, of, uitzonderlijk, uit de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs in functie of in disponibiliteit gesteld wegens ontstentenis van betrekking : ".

Artikel 23.

Het artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 23.-

De secretaris van de vaste raad en de secretarissen van de hoge raden vormen een college belast met het onderzoek van de vraagstukken die aan de diverse raden worden voorgelegd".

Artikel 27.

Het artikel is de woordelijke weergave van artikel 28 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot oprichting van de Hoge Raden en van de Vaste Raden voor het hoger onderwijs en tot regeling van hun werking.

Artikel 27 van het ontwerp is dus juridisch zonder betekenis.

.../...

Artikel 28 van het eerdervermelde koninklijk besluit van 23 augustus 1976 onthief de verbeteringsraden voor het kunstonderwijs echter van hun opdracht, enkel ten aanzien van het hoger onderwijs. Die raden zijn opgericht bij artikel 17 van de wet van 14 mei 1955 op het kunstonderwijs. Dat artikel 17 is noch opgeheven noch uitdrukkelijk gewijzigd.

Binnen de hem toegemeten korte termijn is het de Raad van State niet mogelijk na te gaan of dat artikel 17 niet impliciet gewijzigd is door andere wetten.

Artikel 28.

Daar paragraaf 1 het enig lid van het artikel moet worden, kan de tekst beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 28.-

Het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot oprichting van de Hoge Raden en van de Vaste Raden voor het hoger onderwijs en tot regeling van hun werking wordt, met uitzondering van artikel 19, opgeheven wat betreft het Franstalig hoger onderwijs".

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat paragraaf 2, die een overgangsbepaling is, een afzonderlijk artikel behoort te vormen, dat als volgt zou kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 29.-

De voorzitters, de ondervoorzitters, leden en secretarissen van de hoge raden en van de vaste raad, die benoemd zijn met toepassing van het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot oprichting van de Hoge Raden en van de Vaste Raden voor het hoger onderwijs en tot regeling van hun werking blijven in functie tot de termijn waarvoor zij benoemd zijn verstreken is".

Artikelen 29 en 30.

Deze artikelen zouden onderscheidenlijk de artikelen 30 en 31 worden.

La chambre était composée de

Messieurs : F.-M. REMION,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
J.-J. STRYCKMANS,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. LEROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. LEROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

F.-M. REMION.